NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Rouge Emeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

n°58
Mars 2020

comité NPA du pays malouin:
npasaintmalo@gmail.com

Le coronavirus comme révélateur

L' épidémie et la crise sanitaire sont là.

L'urgence est bien évidemment à la solidarité avec les malades, les familles touchées ainsi qu'avec les personnels soignants, avec toutes celles et tous ceux qui exercent des fonctions vitales à la société et devront continuer d'aller travailler.

Mais l'urgence ne peut pas nous interdire de discuter ensemble, de réfléchir collectivement, de faire de la politique, même si le confinement ne facilite pas les choses et qu'il va falloir faire preuve de créativité et d'inventivité.

La crise du coronavirus joue un rôle de révélateur

- des conséquences dramatiques de l'austérité sur les systèmes de santé,
- des catastrophes que peut générer le développement sans limite de l'agro-business, pour lequel le profit prime tout, y compris la vie, la nôtre et celle de la planète,
- des dangers inhérents à l'économie capitaliste, contradictoire dans son essence même avec la planification de la production et son orientation vers les besoins de touTEs, pas les profits de quelques-uns,
- de l'irresponsabilité de nos gouvernants qui, après avoir détruit l'hôpital public, prennent, autoritairement, des mesures contradictoires et inefficaces, obsédés qu'ils sont par la sauvegarde du système économique, au mépris de la santé du plus grand nombre.

L'heure n'est donc certainement pas à l'«union nationale» ou à l'«union sacrée» qu'appellent de leurs vœux ceux-là mêmes qui nous ont précipitéEs dans la crise. On pourrait, certes, sourire en les entendant prononcer les mots «nationalisations» (Le Maire), «interdiction des licenciements» (Pénicaud) ou «biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché» (Macron). Mais, au vu des circonstances, on n'a pas tellement envie de sourire. Car on sait que malgré ces déclarations hypocrites, faites sous la pression des évidences, ils ne changeront rien et continueront de nous emmener dans le mur.

Alors, face à l'urgence sanitaire, il n'y a rien à d'attendre d'eux, il va falloir se battre, être solidaires entre nous. Et c'est aussi le moment, en luttant et en construisant ces solidarités, d'imaginer, ensemble, le monde d'après, le monde sans eux, le monde où nous décidons, pour nous, vraiment. C'est tout l'objet du plan d'urgence sanitaire et sociale que nous proposons...

Les larmes (de crocodile ?) de Buzyn et l'omerta sur le danger

Le Monde du 17 mars a fait état des regrets et même des larmes d'Agnès Buzin. A l'en croire, elle savait que le coronavirus était trop dangereux pour prendre le risque de maintenir les élections municipales, elle l'aurait dit à Macron, Philippe et cie qui ne l'auraient pas écoutée. Ces élections auraient donc été pour l'ex ministre de la santé « *une mascarade* ».

Pourtant Buzyn n'a pas jugé bon d'alerter la population comme elle en avait largement les moyens. Elle a préféré se taire, mettre des millions de gens en danger… et se présenter aux municipales dans l'espoir de devenir maire de Paris.

On ignore si ses larmes sont sincères, si elle pleure sur son propre sort après avoir pris une veste ou si elle éprouve vraiment des remords sous le coup d'un sursaut bien tardif de conscience professionnelle. Ou bien encore si elle règle ses comptes avec ceux qui l'ont privée de son poste de ministre pour l'envoyer au casse-pipe. Quoi qu'il en soit, ce scandale nous en dit long sur les individus qui nous gouvernent et dont dépendent la vie ou la mort de centaines de milliers de personnes ! Le carriérisme politicien passe avant tout pour ces personnages cyniques qui se permettent de donner des leçons de morale

Buzyn se demande dans *Le Monde* « ce qu'elle va faire de sa vie ». Nous avons une suggestion à lui faire. Si elle avait une once de dignité, elle s'engagerait comme bénévole dans un hôpital au moins jusqu'à l'âge de la retraite préconisé par son clan politique !

PENDANT LE CONFINEMENT… …LA POLITIQUE CONTINUE

Certes pendant cette période de confinement à domicile, qui risque de se prolonger durant plusieurs semaines, nous ne pourrons pas nous rencontrer, nous réunir, discuter de vive voix….

Et pourtant, bien des questions politiques, sociales, économiques, démocratiques… se posent et se poseront tant localement que nationalement et même au plan planétaire.

C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé d'augmenter la fréquence de notre bulletin. N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos ami.es, à visiter notre site internet départemental et à discuter avec nous sur notre page facebook:

http://www.anticapitaliste-35.org

http://www.facebook.com/NpaSaintMalo

UN PLAN D'URGENCE SANITAIRE ET SOCIAL

Le plan du gouvernement vise avant tout à sauver les entreprises et leurs profits. Pour notre part, nous nous devons d'articuler différents éléments pour **construire une mobilisation indépendante autour d'un plan d'urgence sanitaire et sociale** :

Volet sanitaire

- Campagne d'information massive actualisée sur l'épidémie et les comportements nécessaires pour la freiner ;
- Distribution gratuite d'un matériel médical de base à la population (thermomètre, gel, masques, désinfectant….) ;
- Satisfaction immédiate des revendications des personnels hospitaliers permettant recrutements massifs et ouvertures de lits, embauches de personnels (aide-soignantEs, infirmierEs…) en CDI aux 32 heures, avec une revalorisation salariale ;
- Augmentation immédiate des budgets hospitaliers, afin de rouvrir tous les services et les doter des équipements ad hoc ;
- Contrôle des personnels des établissements de santé sur l'utilisation de ces crédits et sur l'organisation interne pour faire face à la crise ;
- Mise sous contrôle public des industries produisant le matériel nécessaire pour faire face à l'épidémie (masques, gels, équipements de protection…) et plafonnement des prix ;
- Mobilisation des établissements privés (cliniques) pour prendre en charge des malades et accomplir des missions de service public ;
- Ouverture de laboratoires et embauche de personnels pour pouvoir mener des tests de dépistage gratuits ;
- Des gardes d'enfants individuelles doivent être intégralement financées pour les personnels indispensables à lutter contre la crise, notamment les personnels soignants.

Volet social

- Respect du droit de retrait, c'est-à-dire possibilité pour les salariéEs, de façon unilatérale, de quitter leur travail en cas de crainte pour leur santé ou celle de leurs proches ;
- Interdiction de tout licenciement et toute suppression d'emploi (y compris intérimaires et vacataires) ;
- Indemnisation intégrale, à hauteur du salaire, en cas de chômage partiel ou de confinement ;
- Versement du salaire intégral en cas d'arrêt pour garde d'enfant ou protection préventive pour les personnes présentant des comorbidités ;
- Refus de toute forme de télétravail pour les salariéEs devant garder leurs enfants
- Suspension de toute forme de contrôle des bénéficiaires de prestations sociales ;
- Financement, par les employeurs, des mesures d'hygiène sur les lieux de travail (gels, équipements de protection, temps pour se laver les mains, etc.) ;
- Levée de toutes les restrictions sur l'accès aux soins pour les sans-papiers et migrant.es;
- Impôt exceptionnel sur les grandes fortunes et sur les entreprises du CAC 40 pour financement du plan.

Nos vies valent plus que leur profit : arrêt immédiat de toutes les activités non indispensables !

Bruno Lemaire, ministre de l'économie, l'a encore répété jeudi matin sur France Inter : il veut que la production continue dans toutes les entreprises où le télétravail n'est pas possible.

Avant lui, Macron et sa DRH Penicaud avaient déjà exhorté les travailleurs à rester au boulot. La contradiction est pourtant flagrante entre la rigueur des mesures de confinement, qui relèvent du bon sens et ont fait leurs preuves dans d'autres pays, et la poursuite de l'activité dans des entreprises qui regroupent des centaines voire des milliers de salariés, comme du maintien de transports en commun bondés.

A Saint-Malo, par exemple, la direction de la Poste s'oppose au droit de retrait alors que les masques, les gants et produits désinfectants sont en quantité insuffisante. Le patron de la Timac se vante de poursuivre la production, non seulement à Saint Malo mais dans toute la France et à l'étranger, en mettant en avant les « gestes de protection ». Sauf qu'on sait très bien que ces mesures sont insuffisantes dans des ateliers, des vestiaires où les salariés se côtoient quotidiennement, alors que même dans les hôpitaux où sont adoptées des mesures draconiennes, on déplore des cas de contamination. Sauf qu'est apparu à Saint-Malo, dans la nuit du 19 au 20 mars un pic de pollution aux particules PM10, alors que la circulation automobile a fortement diminué...

Quel besoin a-t-on de continuer à produire des engrais, des pièces de voiture, des avions, des armes ou de transporter des colis et du courrier alors que les communications peuvent se faire par mails ?

*Bien évidemment, c'est le profit qui est prioritaire pour les capitalistes et le gouvernement à leur service. Macron nous parle de plan d'urgence sanitaire, mais refuse de prendre une des mesures qui serait la plus efficace : **l'arrêt immédiat de toutes les activités qui ne sont pas indispensables.***

Heureusement, les travailleurs n'entendent pas sacrifier leur vie sur l'autel du fric. Dans nombre de secteurs, par exemple La Poste du 92, Renault, PSA, Michelin, dans la chimie comme chez Arkema, chez Dassault, chez Canon à Liffré, ils ont imposé l'arrêt à leurs patrons par des grèves et débrayages. Des vagues de grèves obligeant les patrons à fermer ont eu lieu aussi en Italie et en Allemagne. Partout il faut les imiter, non seulement dans l'intérêt de ceux qui sont directement concernés, mais de ceux qu'ils pourraient contaminer à leur tour, à commencer par leurs familles.

Quand ils découvrent les failles du capitalisme

On pouvait se demander si on rêvait en entendant Philippe et Penicaud parler d'interdire les licenciements dans certaines branches et de nationaliser des entreprises. Ces gens-là n'ont en effet cessé de démanteler le secteur d'Etat, par exemple en tendant de vendre l'aéroport de Paris. Auraient-ils été contaminés par le virus du marxisme ? Pas d'illusions.

Dans toutes les périodes de crise, de catastrophe, de guerre, il est arrivé que des Etats prennent des mesures économiques plus ou moins autoritaires pour faire face à la situation. En l'occurrence, il s'agit tout simplement de socialiser les pertes que vont subir certaines entreprises, c'est à dire de les faire supporter par l'ensemble de la société, et en définitive par les travailleurs. Une fois renflouées, la crise passée, l'Etat pourra les rendre à leurs propriétaires ou à d'autres pour qu'ils s'enrichissent. Rien à voir avec le socialisme qui consiste à exproprier les capitalistes pour mettre la production au service de la collectivité, sous le contrôle des travailleurs.

CRISE DU CORONAVIRUS: CE QUE VIVENT, CE QU'EN DISENT NOS CAMARADES DE LA SANTE

1) Dans certaines régions (grand Est), l'épidémie est fortement installée ou s'installe (région parisienne) **débordant déjà les capacités du système de santé**. Dans l'est, on transporte déjà des malades graves par hélicoptère dans d'autres régions et on commence à « *sélectionner* » ceux qui pourront bénéficier de dispositifs de respiration artificielle. Ailleurs ce n'est pas encore le cas, mais la "vague" va arriver dans les jours qui viennent...

2) Le discours officiel sur le fait que **les autres patients ayant besoin de soins** continueront à les recevoir et que seul le "non urgent" et le "programmable" sont reportés est dores et déjà une fable. Dans le contexte d'un manque chronique de lits, ce sont des patients ayant des pathologies sévères qui ne pourront plus être soignés.

3) **L'absence de protection des soignants** (à l'hôpital ou en ville) est dramatique. Les masques manquent et sont distribués au compte goutte. Le réapprovisionnement est difficile, les vols (conséquence de la pénurie) sont courants. L'organisation de la garde des enfants du personnel n'est pas toujours réglées. De ce fait, il faut s'attendre à une forte augmentation du nombre de soignantEs touché.es par l'épidémie Par contre les camarades signalent une **forte et chaleureuse solidarité de la population avec ses soignants**, se traduisant par des actes concrets (apport de plats, de desserts ...aux personnels, applaudissements...).

4) L'impréparation et l'improvisation des directions hospitalières, reflet de l'improvisation et de l'impréparation gouvernementale aboutissent à des **décisions contradictoires, ou inapplicables sans cesse remises en cause et aggravent la crise.**

5) **l'inégalité sociale face à l'épidémie est frappante**. Les déclarations officielles sur "la protection des plus fragiles" ne sont que des mots. Les camarades du secteur social insistent sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent les sans domicile, les réfugiés et migrants. Les **personnes âgées à domicile et même en EHPAD** n'ont pas à disposition les moyens pour se protéger, de même d'ailleurs que les soignants et les aidants. La **psychiatrie** est elle aussi considérée comme un secteur "non prioritaire". Les structures de soins extérieures aux hôpitaux sont fermées. Une nouvelle fois se vérifie la formule que les "malades mentaux" sont des humains un peu moins humains que les autres....

6) Les phrases de Macron sur la nécessité de dépenser "sans compter" pour assurer le système de soins ne sont là aussi que du vent: dans la réalité les seuls recrutements opérés dans les hôpitaux sont les solutions de fortune (retraités, étudiants infirmiers..). **Nulle part, on ne constate de tentative sérieuse de recruter du personnel disponible sur le marché du travail**, même si le nombre est limité.

De même, la contribution du secteur hospitalier privé pour faire face à l'urgence semble encore pour l'instant des plus discrètes, Celui ci semble continuer son business avec les pathologies les plus lucratives comme d'habitude.

CE QUE PROPOSENT NOS CAMARADES DE LA SANTE

- **Recrutement immédiat et statutaire de tout le personnel disponible pour les hôpitaux**
- Rouvrir partout les lits hospitaliers nécessaires, faire fonctionner les urgences et les services suppose **un recrutement immédiat et sans limitation par les hôpitaux du personnel nécessaire**. (hélas ce ne sera pas assez, mais ce sera utile) Tous les personnels doivent se voir immédiatement proposer une embauche statutaire, car il y en aura besoin de ces emplois après la crise. Les "héros" célébrés partout doivent être aussi "reconnus" sur le plan salarial, ce qui veut dire immédiatement payés 300€ de plus comme ils le réclament depuis des mois.
- **Réquisition du secteur privé hospitalier** qui doit être intégré avec les mêmes exigences dans le dispositif de lutte contre l'épidémie.
- **Réquisition et passage sous contrôle public des entreprises qui produisent le matériel indispensable** pour assurer la protection des soignants et de la population (masques, gel, équipements...), de la recherche et de la production des traitements et vaccins.
- Assurer les ressources et la **protection des populations les plus fragiles** qui ne sauraient être abandonnées aux moyens restreints et désorganisés du monde caritatif ou à la charité individuelle.
- Ces mesures n'ont de sens que si le confinement et la "distanciation sociale" ne s'arrêtent pas aux portes des entreprises et de la recherche du profit. **Seules les entreprises indispensables doivent être autorisées à poursuivre leur activité**. Le droit de retrait des salariés face aux situation dangereuses doit être partout respecté.
- L'état qui n'avait pas un sous hier est désormais en état de déverser des centaines de milliards et de "dépenser sans compter". Reste la question, qui doit être posée dès aujourd'hui du financement : par les 1% des plus riches, les patrons du CAC 40 ou par les salariés et le reste de la population.

Nos vies valent plus que leurs profits, et leurs profits doivent servir à sauver nos vies....

Hôpital: des « héros » qui voudraient être écoutés et soutenus

Macron, dans son discours, a parlé des personnels hospitaliers comme de « héros ». Les mêmes qu'il refusait d'entendre voici encore un mois et qu'il faisait gazer par ses CRS parce qu'ils osaient réclamer des moyens en personnels, matériels et lits pour accomplir leurs missions !

A **l'hôpital de Saint-Malo**, tout le personnel s'est mobilisé pour être en mesure d'accueillir les personnes contaminées dans les meilleures conditions de sécurité. Un cloisonnement des services a été mis en place, les urgences ont été isolées et protégées. Personne ne se déplace plus sans masque. Des **masques** justement, parlons-en ! On ignore quelle est l'importance des stocks, si elle sera suffisante pour faire à la situation. Car s'il n'y a pas d'afflux catastrophique pour le moment, comme c'est par exemple le cas à Mulhouse, on sait que la vague peut arriver très vite.

Les belles paroles ne suffisent pas, ni même les applaudissements. Les hospitaliers attendent de la population, non seulement qu'elle observe les mesures de sécurité élémentaire pour contribuer à limiter la contamination, mais qu'elle fasse savoir au pouvoir de toutes les façons encore possibles qu'il faut donner à la santé tous les moyens nécessaires. La situation actuelle est le résultat de toutes les politiques d'économies et de réduction de personnel qui ont commencé bien avant Macron. On ne pourra pas la changer du jour au lendemain, mais il faut s'y mettre immédiatement.

PETITE CHRONIQUE DES MUNICIPALES 2020

NOTRE INTERPRETATION DU RESULTAT DE L' ELECTION MUNICIPALE DE SAINT-MALO

Le contexte de la crise sanitaire en cours a pesé de manière importante sur le résultat des élections municipales de Saint-Malo:

- l'abstention a atteint un niveau quasi historique (55% contre 42% en 2014);
- Une composante émotionnelle du vote, liée à la crise actuelle, s'est traduite par une prime à la notoriété, dont a bénéficié le député Lurton, professionnel de la politique locale depuis 30 ans.

Au dela de cet élément circonstanciel, le résultat est marqué principalement par

- Un **rejet massif des politiques et des comportements de l'équipe sortante, représentée par la liste Coudray** (1506 voix soit 8,97% contre 6500 voix à Renoult au 1er tour de 2014); la sanction en forme de veste !
- Le **rejet du Rassemblement national**, en recul net par rapport à 2014 (683 voix contre 2032), ce qui constitue la bonne nouvelle de la soirée électorale.
- Un sévère effritement du vote pour la « gauche institutionnelle »: la liste rassemblant radicaux, PS, EELV, UDB et conduite par Perrin avait obtenu 5506 voix en 2014. Celle qu'il emmenait cette fois-ci ne rassemble que 1677 voix. Même si l'on y ajoute le score de Christine Bourquard (EELV, PS, Génération.s, UDB et même LFI), on est très loin du compte (1677+1344=3021)…
- Quant à la liste d'Alain Guillard que certain.es d'entre nous ont accompagnée ou contribuée à animer, certes elle progresse (1254 voix en 2014, 1387 en 2020), mais insuffisamment pour accrocher le 2ème tour et obtenir des élu.es. Elle aura cependant permis, en dépit des lacunes de son programme, l'expression et le regroupement d'une hostilité sociale contre « ces messieurs de Saint-Malo » qui, creusant les inégalités, s'accaparent, spéculent et massacrent tout, des espaces naturels à l'air ambiant.

Du coup, ce que nous avions redouté en avril dernier (*) se réalise: aucun parti de gauche (au sens large) ne sera plus représenté au conseil municipal. Autrement dit, après le mandat Renoult où les élu.es EELV et PS, n'ont qu'à de rares exceptions, joué leur rôle d'opposition, nous sommes repartis pour **une nouvelle mandature de 6 ans sans opposition** ! On aurait peut être pu faire autrement si les représentant.es des organisations disposant d'élu.es dans la municipalité sortante avaient tiré un bilan public de leurs mandats et s'étaient explicitement démarqués des politiques menées au plan national sous le quinquennat Hollande.

Plus fondamentalement, une réflexion s'impose: on savait que l'évolution sociologique de la ville depuis une trentaine d'année nous était défavorable, au sens où la politique d'urbanisme chasse les ménages ouvriers et employés, lesquels sont « remplacés » par des personnes nécessairement plus fortunées, donc moins réceptives aux discours d'égalité, de solidarité, de démocratie(**). De ce point de vue, la mandature Renoult aura été fortement marquée par une accélération de ce mouvement sociologique. A titre d'illustration, rappelons que quelques semaines avant le 1er tour des municipales, des promoteurs immobiliers proposaient l'accession à la propriété de maisons individuelles à Saint-Guinoux pour un montant de 207.000 € le T5, tandis que la Sacib lançait la commercialisation d'appartements T5 à Rocabey au prix de 560.000 €. CQFD !

Reste le second tour, dont on annonce le report à la fin du mois de juin dans le cadre d'un bricolage législatif, mais dont on ne sait si l'épidémie en cours permettra de l'organiser... En attendant, on a prolongé le mandat du maire actuel, avec les risques que cela comporte par rapport à la signature du permis de construire des Nielles.

Deux candidat.es de droite seraient en lice: G. Lurton et A. Le Gagne. **Nous ne nous sentirons pas vraiment concernés par ce second tour, s'il a lieu**. Nous en reparlerons.

Saint-Malo, le 20/03/2020

(*) dans un courrier le 9 avril 2019, adressé à EELV, LFI, Génération.S, PCF, UDB, POID, nous écrivions notamment: « *S'agissant de notre « camp social » et en fonction des déclarations dans la presse des uns et des autres, il apparaît qu'on puisse s'acheminer vers une situation où l'électorat populaire et de gauche pourrait avoir à se répartir entre 3 voire 4 listes. Cette perspective qui peut signifier que toutes soient éliminées au 1er tour n'est évidemment pas raisonnable* ».

(**) *nous évoquions déjà cet élément majeur d'explication après l'élection de 2014 dans ROUGE EMERAUDE n° 10 (*http://www.anticapitaliste-35.org/IMG/pdf/RE_10_1.pdf)

Réflexions d'un confiné malouin

Premier jour de confinement. Impressionnant de voir les rues désertes. On est entrés dans le film post apocalyptique. Il est clair que, face à la menace, des mesures rigoureuses sont indispensables et qu'il faut s'y conformer dans l'intérêt de tous.

Dans l'ensemble, on a d'ailleurs l'impression que les Malouin (e)s les respectent, sur les marchés comme dans les magasins d'alimentation. On est tout de même surpris de se trouver face à une grille quand on descend de la place du marché de Saint-Servan vers la plage des Bas Sablons. Et aussi d'apprendre qu'on ne pourra plus circuler ni sur la plage ni sur la promenade du Sillon, ni dans le parc des Corbières. Alors que des entreprises non essentielles continuent à tourner, telle la Timac, le BTP etc, où les salariés encourent de véritables risques de contamination en raison d'une promiscuité bien plus grande. Pour que des mesures puissent être comprises et respectées de tous, encore faut-il qu'elles soient cohérentes.

Mais peut-être nos autorités ont-elles estimé que cela ferait désordre de voir des gens se promener paisiblement alors que d'autres travaillent et prennent des risques ? Pourtant, dans une telle période, le moral compte aussi.

On remarque par ailleurs qu'un petit vent d'hostilité a soufflé contre les gens qui sont venus se réfugier dans l'Ouest, en se focalisant sur le cas, un peu particulier, de Belle île. Pourtant tous ceux qui sont venus passer le confinement en Bretagne, chez des parents par exemple, ne sont pas de riches bourgeois parisiens, loin de là. Et l'afflux est somme toute très limité, puisque le préfet l'avait estimé à… 2000 personnes pour la Bretagne. Alors, ne nous trompons pas d'ennemis.

Ceux qui méritent d'être blâmés ce sont ceux qui ont démoli le secteur de la santé publique, ce sont ceux qui ont mis presque un mois à décider du refaire des stocks de masques, pas ceux qui cherchent à échapper au confinement des appartements souvent exigus des grandes villes.

Avec le petit texte ci-dessus, nous ouvrons la rubrique « Journal du confinement ». Nous comptons sur les contributions de nos lecteurs pour l'alimenter !